

Questions pour des champions

Jean-Marie Harribey

30 avril 2014

<https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2014/04/30/questions-pour-des-champions>

Ils sont trop forts les économistes proches du pouvoir. Pas un qui n'ait fait son mantra du triptyque *réformes structurelles, baisse du coût du travail et compétitivité*. Pour le meilleur des mondes sociaux, on ne compte plus les pactes : pacte pour l'emploi, pacte budgétaire, pacte de compétitivité, pacte de responsabilité, et je dois en oublier. Tous, des pactes faustiens. La gauche a vendu son âme pour avoir le droit de gouverner, c'est-à-dire, dans son cas, d'échouer. Donc, pour quoi ? Pour rien. Et pourquoi ?

Question à trois économistes « de gauche » : que signifie « changer de modèle » s'il s'agit de passer d'un modèle néolibéral à un modèle encore plus néolibéral ? Approuvant le projet Valls, Aghion, Cette et Cohen insistent pour « assouplir un code du travail dont la lourdeur, la complexité et l'homogénéité sont devenus des obstacles à la mobilité sociale et à la croissance innovante »¹. Depuis quand la faible mobilité sociale est-elle due à l'homogénéité du droit du travail ? Que serait un droit du travail disparate ? Du non-droit.

Question aux « Gracques, de gauche » : qui paiera les 50 milliards de baisses des dépenses publiques ? Après avoir alourdi la fiscalité indirecte, le gouvernement va baisser les cotisations sociales qui seront compensées par des restrictions de services publics et de protection sociale. Est-ce un « effort modéré de rigueur »² ?

Question au patron du Medef : quelle différence y a-t-il entre un Smic inférieur pour les jeunes, complétée par une allocation versée par l'État, « de type RSA », et une subvention à l'embauche versée aux entreprises ? Et jusqu'à quel niveau faudrait-il que la collectivité paie les entreprises pour qu'elles embauchent ? Jusqu'au salaire zéro ? C'est-à-dire, comme l'a fait remarquer Parisot qui tourne sur tous les plateaux de télévision, jusqu'à rétablir l'esclavage ?³

Question au patron du Medef encore (oui, il y a eu deux Gattaz dans l'histoire du patronat, la famille mérite bien deux questions) : si on baisse les cotisations sur les bas salaires, les entreprises ne sont-elles pas incitées à n'embaucher qu'à ce niveau, rabaisant du même coup toute la grille des salaires et des qualifications, stratégie d'avenir sans aucun doute, n'est-ce pas ? Et si on baisse les cotisations tout le long de la grille des salaires, n'aide-t-on pas toutes les entreprises de la même façon, celles qui en ont besoin et celles qui n'en n'ont pas besoin ?

Question à un économiste authentiquement de gauche, lui : si le nombre d'emplois destinés aux jeunes non diplômés se réduit pour des raisons de montée de l'économie et des travailleurs en niveau de qualification, en quoi la baisse du Smic aurait un effet bénéfique sur

¹ Philippe Aghion, Gilbert Cette, Elie Cohen, « Assortir ce projet nécessaire de réformes structurelles », *Le Monde*, 26 avril 2014.

² Les Gracques, « Vive le réalisme de M. Valls, La confiance doit être votée », *Le Monde*, 26 avril 2014.

³ Chercherait-elle un poste ministériel dans un gouvernement « de gauche », elle qui, naguère, affirmait que le travail était précaire comme l'étaient la vie, l'amour, la santé... ?

l'emploi, non seulement de ces jeunes, mais sur l'emploi global ? En quoi l'argument selon lequel « pour les jeunes non diplômés, les rémunérer 20 % en dessous de l'actuel Smic permettrait sans doute de les rendre plus attractifs pour les employeurs : cela réduirait voire annulerait l'effet d'éviction, mais inciterait aussi des employeurs à les embaucher malgré leur moindre productivité supposée »⁴ est-il différent de l'hypothèse néoclassique qui fait de l'emploi une fonction du coût du travail, et non pas une résultante ni du rythme et du modèle de l'accumulation, ni de la demande d'investissement et de consommation ? Le raisonnement microéconomique est-il transposable à l'échelle macroéconomique ? Bref, quand on a relégué tout Marx au musée, puis tout Keynes, que reste-t-il ?

C'est la question qu'il faut poser au président de la République qui vient de tomber en pâmoison devant la calamité de la « science économique » : Jean-Baptiste Say, pour qui il n'y avait jamais de crise parce que l'offre créait toujours sa demande. La conclusion est-elle alors de gonfler la rentabilité des entreprises ? Si c'était pour investir, passe encore, mais pour nourrir la rente aux actionnaires ?

Question à l'éditorialiste de « référence » qui affirme que l'État doit « faire respecter les règles, non les édicter »⁵ : qui édicte alors les règles dans la société ? S'agit-il des marchés financiers ? L'insertion dans « les chaînes de valeur mondiales »⁶ réclamées par deux autres économistes « de gauche » à l'occasion du démantèlement d'Alstom est-elle une insertion dans la chaîne de valeur financière, dans laquelle la stratégie industrielle importe bien moins que la stratégie financière ? En d'autres termes, la décision des actionnaires relève-t-elle de la redéfinition d'un périmètre industriel ou de la couverture de placements financiers ? La seconde dépend de la première, me dira-t-on. Si c'est le cas, pourquoi avoir fait, depuis deux décennies au moins, le choix de rompre avec la polyvalence et la complémentarité de secteurs, tels que celles des défunctes Compagnie générale d'électricité et Alcatel-Alstom, que l'on envie aujourd'hui à Siemens ?

C'étaient des questions pour des champions de la valeur pour l'actionnaire.

⁴ Denis Clerc, « Oui au Smic "allégé" ! Mais sous conditions », 18 avril 2014, <http://alternatives-economiques.fr/blogs/clerc/2014/04/18/oui-au-smic-allege-mais-sous-conditions/#more-78>.

⁵ « Alstom : l'État ne peut pas tout », *Le Monde*, 30 avril 2014.

⁶ Laurent Faibis, Olivier Passet, « Choisir la mondialisation face à la puissance allemande », *Le Monde*, 30 avril 2014.